

## **La tension entre légitimité académique et savoirs construits dans l'espace numérique**

### **The Tension Between Academic Legitimacy and Knowledge Constructed in Digital Spaces**

**Stella Wasike<sup>1</sup>**

**Masinde Muliro University of Science and Technology/ Kenya**

**[stellawasike@mmust.ac.ke](mailto:stellawasike@mmust.ac.ke)**

**Reçu: 26/08/2025,    Accepté: 26/09/2025,    Publié: 20/10/ 2025**

#### **Résumé :**

À l'ère du numérique, la production et la circulation des savoirs connaissent une transformation profonde. Les espaces académiques, historiquement garants de la légitimité scientifique, coexistent désormais avec des espaces numériques où s'élaborent et se diffusent des savoirs alternatifs : forums, blogs, réseaux sociaux, plateformes collaboratives ou encore contenus générés par l'intelligence artificielle. Cette cohabitation crée une tension entre la légitimité académique, fondée sur l'expertise, la validation par les pairs et l'institutionnalisation, et les savoirs construits dans l'espace numérique, caractérisés par l'accessibilité, la rapidité de diffusion et la dimension participative. Si d'un côté, le numérique favorise la démocratisation des connaissances et l'inclusion de nouveaux acteurs, de l'autre, il interroge la fiabilité, l'autorité et la reconnaissance des savoirs produits en dehors du cadre académique. La tension qui en résulte soulève des questions épistémologiques et pédagogiques majeures. Cette réflexion met en lumière les défis et opportunités liés à l'articulation entre légitimité institutionnelle et innovation numérique, et ouvre la voie à une redéfinition des pratiques éducatives et scientifiques dans un monde où l'autorité du savoir est de plus en plus disputée.

**Mots clés :** Académique-espace numérique-légitime-savoirs- tension

#### **Abstract**

In the digital age, knowledge production and circulation are undergoing profound transformations. Academic spaces, historically regarded as the guarantors of scientific legitimacy, now coexist with digital spaces where alternative knowledge emerges and circulates—forums, blogs, social media platforms, collaborative

environments, and content generated by artificial intelligence. This coexistence creates a tension between academic legitimacy, grounded in expertise, peer review, and institutional validation, and knowledge constructed in digital environments, characterized by accessibility, speed of dissemination, and participatory engagement. On one hand, digital spaces democratize knowledge and provide inclusion for diverse actors beyond academia; on the other, they raise critical questions regarding the reliability, authority, and recognition of such knowledge. This tension reveals major epistemological and pedagogical challenges while also opening opportunities for innovation in knowledge sharing. The paper highlights the need to rethink the relationship between institutional legitimacy and digital innovation, pointing to the redefinition of educational and scientific practices in a world where the authority of knowledge is increasingly contested.

**Keywords:** Academic legitimacy – Digital space – Knowledge – Authority – Tension

### **Muhtasari kwa Kiswahili<sup>1</sup>**

Katika enzi ya kidijitali, uzalishaji na usambazaji wa maarifa unashuhudia mabadiliko makubwa. Nafasi za kitaaluma, ambazo kihistoria zimekuwa nguzo kuu ya uhalali wa kisayansi, sasa zinaishi sambamba na nafasi za kidijitali ambako maarifa mbadala hutengenezwa na kusambazwa—majukwaa ya mijadala ya mtandaoni, blogu, mitandao ya kijamii, majukwaa ya ushirikiano na hata yaliyomo yanayozalishwa na akili bandia. Ushirikiano huu unazua mvutano kati ya uhalali wa kitaaluma, unaotegemea utaalamu, uhakikisho wa rika na uthibitisho wa kitaasisi, na maarifa yanayojengwa katika nafasi za kidijitali, ambayo yanajulikana kwa urahisi wa kupatikana, kasi ya usambazaji na ushirikishwaji wa wadau. Kwa upande mmoja, nafasi za kidijitali zinachangia katika kidemokrasia cha maarifa na kutoa nafasi kwa wahusika wengi zaidi; kwa upande mwingine, zinazua maswali kuhusu uaminifu, mamlaka na utambuzi wa maarifa nje ya mfumo wa kitaaluma. Mvutano huu unaibua changamoto kubwa za kifalsafa na kielimu, lakini pia hufungua fursa mpya za uvumbuzi katika usambazaji wa maarifa. Makala hii inasisitiza umuhimu wa kufikiria upya uhusiano kati ya uhalali wa taasisi na ubunifu wa kidijitali, na kuashiria ufafanuzi mpya wa mbinu za kielimu na kisayansi katika dunia ambapo mamlaka ya maarifa yanazidi kupingwa.

**Maneno Muhimu:** Uhalali wa kitaaluma – Nafasi ya kidijitali – Maarifa – Mamlaka – Mvutano

---

<sup>1</sup> **Le Kiswahili**, est une langue nationale au Kenya et l'une des langues officielles, à côté de l'anglais, selon la Constitution kenyane de 2010. C'est une langue véhiculaire utilisée pour unir les nombreuses communautés ethniques et linguistiques du pays, facilitant la communication entre les différentes cultures

## Introduction

À l'ère du numérique, la production, la circulation et la validation des savoirs connaissent une transformation profonde. Longtemps considérés comme les garants exclusifs de la légitimité scientifique, les espaces académiques, fondés sur la recherche rigoureuse, la validation par les pairs et l'institutionnalisation, coexistent désormais avec des espaces numériques où s'élaborent et se diffusent des savoirs alternatifs. Comme le souligne Cardon (2019 : 27), les plateformes numériques « déplacent les frontières de la légitimité en permettant à des acteurs non-institutionnels de produire et diffuser des connaissances ». Cette évolution bouleverse les repères traditionnels de l'autorité scientifique et introduit une tension entre savoirs « légitimes », issus du champ académique, et savoirs « émergents », produits et partagés dans l'espace numérique.

Cette tension se manifeste à travers plusieurs paradoxes. D'un côté, le numérique démocratise l'accès à la connaissance, favorise la participation de nouveaux acteurs et accélère la diffusion des idées. Jenkins (2020 : 112) souligne que l'espace numérique « constitue un écosystème participatif où l'expertise se construit collectivement plutôt que hiérarchiquement ». De l'autre, il soulève des interrogations quant à la fiabilité, l'expertise et la valeur des savoirs produits en dehors du cadre académique institutionnel. Flichy (2021 : 65) met en garde contre « le risque d'une dilution de la valeur scientifique dans un flux continu d'informations non vérifiées ». Le débat n'est donc pas uniquement technique, mais également épistémologique, culturel et pédagogique : comment articuler légitimité scientifique et savoirs numériques ?

Cette problématique prend une importance particulière dans un contexte où les frontières entre production académique et production numérique deviennent poreuses. Selon Poynder (2022 : 14), « la culture académique elle-même s'ouvre aux logiques numériques, non seulement dans la diffusion mais dans la co-construction du savoir ». Des étudiants, chercheurs et enseignants mobilisent désormais les ressources numériques dans leurs travaux, tandis que des communautés en ligne produisent de véritables corpus de connaissances en marge des circuits académiques. Cette hybridation appelle à une réflexion sur la place du savoir académique dans un monde où l'autorité intellectuelle est de plus en plus disputée.

La présente étude s'inscrit dans cette dynamique critique et vise à analyser la tension entre légitimité académique et savoirs construits dans l'espace numérique à travers trois objectifs spécifiques. Premièrement, il s'agit

d'analyser les critères de légitimité académique et la manière dont ils sont remis en question par la production numérique. Deuxièmement, l'étude évalue l'impact de la coexistence entre espace académique et espace numérique sur la légitimité des savoirs. Enfin, elle examine les enjeux épistémologiques et pédagogiques d'une possible articulation entre ces deux univers de production du savoir.

L'importance de cette recherche réside dans sa capacité à éclairer les défis et opportunités liés à l'articulation entre légitimité institutionnelle et innovation numérique. Elle ne se limite pas à opposer deux modèles de production du savoir, mais interroge les possibilités de dialogue et de complémentarité entre eux. Comme le résume Sützl (2022 : 77), « l'espace numérique n'abolit pas l'autorité académique mais l'oblige à se redéfinir face à de nouveaux régimes de vérité ». Ce travail contribue ainsi à la réflexion contemporaine sur la redéfinition de l'autorité, de la fiabilité et de la transmission des connaissances dans un monde où le numérique occupe une place prépondérante.

L'article est structuré en six sections principales. D'abord c'est l'introduction qui souligne la cohabitation entre les espaces académiques et numériques, générant une tension autour de la reconnaissance et de l'autorité du savoir. Elle pose ainsi la problématique centrale : comment repenser la légitimité du savoir dans un contexte. La deuxième section présente les résultats empiriques obtenus à travers les questionnaires administrés aux répondants. La section suivante c'est la conclusion propose une synthèse des résultats et enfin les recommandations qui ouvrent des perspectives pour repenser la légitimité des savoirs dans un monde numérique.

Notre population d'étude a compris 16 enseignants et 274 étudiants issus des universités publiques kényanes qui se trouvent à l'ouest du pays et où le Français Langue Étrangère (FLE) est enseigné. Un échantillonnage aléatoire a été utilisé pour sélectionner 82 étudiants. Tous les enseignants ont fait partie de cette étude. Les données ont été recueillies à l'aide de questionnaires. Les analyses ont été menées en combinant des approches quantitative et qualitative.

## **1. Résultats de l'étude**

Dans cette rubrique, nous présentons les résultats obtenus en réponse à chaque objectif de l'étude.

### **1.1 Critères de légitimité académique et la manière dont ils sont remis en question par la production numérique**

La légitimité académique repose sur un ensemble de critères qui assurent à la fois la fiabilité et la reconnaissance sociale du savoir. Ces critères, hérités d'une longue tradition scientifique, sont aujourd'hui questionnés par la production et la circulation des connaissances dans l'espace numérique, qui fonctionne selon des logiques d'accessibilité, de rapidité et de participation collective. L'analyse de ces tensions permet de mieux comprendre les recompositions actuelles du statut du savoir.

La validation par les pairs est sans doute le critère le plus emblématique de la légitimité académique. Elle consiste à soumettre les résultats de recherche à l'examen critique de spécialistes du même domaine avant publication. Merton (1973 : 276) y voyait l'incarnation des normes scientifiques – communalité, universalité, désintéressement et scepticisme organisé – qui garantissent l'intégrité et la crédibilité de la science. Les défenseurs de ce système soulignent qu'il protège contre la diffusion d'erreurs et d'opinions non fondées, en établissant un filtre rigoureux. Toutefois, ce processus est remis en question dans le monde numérique, où l'autorité peut émerger non pas de l'institution mais de la communauté. Shirky (2008 : 106) insiste sur ce point en affirmant que « l'autorité émerge désormais de la participation plutôt que de l'institution ». Les plateformes collaboratives, comme Wikipédia, illustrent cette tendance : la qualité d'un contenu est assurée par la révision collective et la vigilance des usagers, plutôt que par un comité restreint d'experts. Si cette approche favorise la rapidité et la démocratisation, elle soulève néanmoins la question de la fiabilité et du risque de relativisme.

L'institutionnalisation du savoir constitue un autre pilier de la légitimité académique. Elle passe par les universités, les laboratoires de recherche, les associations savantes et les maisons d'édition spécialisées, qui inscrivent le savoir dans une continuité sociale et historique. Comme le rappelle Bourdieu (1984 : 113), c'est dans le champ académique que s'élaborent les règles de production et de reconnaissance des connaissances, conférant à celles-ci une autorité symbolique et sociale. Cependant, l'essor du numérique fragilise ce monopole institutionnel. Jenkins (2009 : 34) observe

que « la culture participative numérique déstabilise les hiérarchies traditionnelles et ouvre la production du savoir à des communautés plus larges ». Blogs scientifiques, chaînes YouTube éducatives, MOOCs et revues en libre accès constituent désormais des espaces où s'élaborent et se diffusent des savoirs en marge des circuits académiques classiques. Si ces nouveaux espaces permettent une ouverture et une démocratisation, ils remettent en question l'idée que seule l'institution peut conférer au savoir sa légitimité.

La rigueur méthodologique et la traçabilité des sources représentent un troisième critère fondamental. Dans l'univers académique, la science se distingue des opinions par l'application de protocoles précis, la reproductibilité des résultats et la transparence des données. Pour les chercheurs, ce critère est non négociable car il garantit la validité et la crédibilité de la connaissance produite. Or, l'espace numérique met en avant d'autres logiques. Lévy (1997 : 29) parle à ce sujet d'« intelligence collective », dans laquelle le savoir n'est pas le produit d'un protocole individuel strict mais le résultat d'une collaboration ouverte, fluide et évolutive. Cette logique valorise la rapidité, la diversité et l'innovation, au détriment parfois de la stabilité et de la reproductibilité. Les contenus numériques, même sans protocole rigoureux, peuvent nourrir la réflexion et stimuler la créativité, mais ils peinent à répondre aux standards académiques de validation scientifique.

La dimension éthique complète ce système de légitimation. Les règles académiques imposent le respect de la propriété intellectuelle, l'honnêteté dans la présentation des résultats et la lutte contre le plagiat. Ces principes visent à maintenir la confiance de la communauté scientifique et du public dans la recherche. Turkle (2011 : 384) avertit toutefois que l'essor du numérique risque de fragiliser cette authenticité, car les interactions médiées par la machine peuvent encourager une superficialité des pratiques et une dilution des responsabilités. Le monde numérique, en revanche, fonctionne davantage selon une logique de circulation et de partage. Castells (2001 : 217) rappelle que dans l'ère de l'information, « le savoir circule comme un bien commun dont la valeur réside dans son accessibilité ». Cette vision, qui met en avant l'ouverture et la mise à disposition libre des savoirs, entre en tension avec les logiques de protection et de contrôle caractéristiques de l'académie.

## **La tension entre légitimité académique et savoirs construits dans l'espace numérique**

---

Ainsi, chacun des critères traditionnels de légitimité académique – validation par les pairs, institutionnalisation, rigueur méthodologique et éthique – est confronté à des remises en question profondes de la part de la culture numérique. Ces critiques ne suppriment pas la pertinence des critères académiques, mais elles en révèlent les limites et invitent à leur adaptation. Comme le souligne Rowe (2023 : 88), nous assistons aujourd'hui à une « reconfiguration de l'autorité cognitive », marquée par le passage d'un modèle centralisé de production du savoir à un modèle distribué et interactif. La légitimité du savoir ne peut donc plus être pensée exclusivement à partir de l'institution académique : elle résulte désormais d'une articulation complexe entre la rigueur institutionnelle et la participation collaborative du numérique.

L'analyse des données a révélé une diversité d'opinions concernant la tension entre légitimité académique et savoirs construits dans l'espace numérique. Sur un total de 82 étudiants de FLE interrogés, 62 % (soit 51) ont déclaré accorder une crédibilité prioritaire aux savoirs validés dans le cadre académique. Les principales raisons avancées concernaient la rigueur scientifique, la validation par les pairs et la stabilité institutionnelle, qui confèrent une fiabilité incontestable aux publications académiques. Certains étudiants ont souligné que les contenus numériques, bien qu'abondants, manquent souvent de filtres de qualité et risquent de diffuser des erreurs. Ces résultats rejoignent les observations de Bouchardon (2021), selon lesquelles l'université reste perçue comme l'espace privilégié de la légitimité en raison de ses critères de validation et de la traçabilité de la recherche scientifique.

En revanche, 28 % des étudiants (23 répondants) ont adopté une position intermédiaire. Ils reconnaissent que les savoirs numériques peuvent avoir une valeur comparable aux savoirs académiques, mais seulement lorsqu'ils sont confrontés à des sources institutionnelles reconnues. Leur argumentation repose sur la richesse, l'accessibilité et l'actualité des contenus numériques, tout en exprimant des réserves sur leur fiabilité intrinsèque. Cette posture plaide pour un modèle hybride où l'espace académique et l'espace numérique se complètent plutôt que de s'opposer. Cette vision rejoint les travaux de Perriault et Saemmer (2022), qui affirment que le numérique ne remplace pas la légitimité académique, mais redéfinit ses contours en ouvrant la production de savoirs à de nouvelles formes de participation et de circulation.

Une minorité de 10 % des étudiants (8 répondants) a, pour sa part, exprimé une préférence pour les savoirs produits dans l'espace numérique. Ils ont mis en avant la rapidité de diffusion, l'actualité constante et la dimension collaborative comme des atouts décisifs. Pour eux, le savoir numérique est plus inclusif et démocratique, car il permet à chacun d'y contribuer, contrairement aux savoirs académiques jugés élitistes ou difficilement accessibles. Ce point de vue illustre ce que Caron (2020) nomme « l'autorité distribuée », où la légitimité d'un savoir ne repose plus sur une institution unique mais sur une multiplicité de voix participant à sa production. Cependant, cette valorisation de la participation collective soulève la question du relativisme : tous les savoirs se valent-ils dès lors qu'ils circulent en ligne ? Ces étudiants semblent accorder davantage de valeur à la réactivité et à la pluralité qu'à la validation méthodologique, ce qui reflète un changement générationnel dans la perception de la légitimité.

Chez les enseignants, la tendance est encore plus marquée en faveur de la légitimité académique. La majorité (75 %, soit 12 sur 16) réaffirme la primauté des savoirs institutionnels, justifiant cette position par la nécessité de préserver la rigueur scientifique et de protéger les étudiants contre la prolifération de contenus non vérifiés. Plusieurs ont insisté sur le rôle de l'université comme garante d'une véritable « écologie de la connaissance », où le savoir est construit dans un cadre méthodologique précis. Cette position rejoint les analyses de Bourdeloie (2021), pour qui le numérique, en multipliant les canaux d'expression, complexifie la distinction entre savoirs validés et simples opinions, renforçant ainsi la mission des institutions académiques comme filtre et certification. Néanmoins, ce conservatisme peut aussi être perçu comme un frein à l'innovation pédagogique, surtout dans un contexte où les étudiants recourent massivement aux ressources numériques dans leurs apprentissages.

Une minorité d'enseignants (25 %, soit 4 sur 16) adopte une position plus nuancée, reconnaissant que certains espaces numériques – tels que les bases de données électroniques, les MOOCs ou les revues en ligne indexées – respectent déjà les critères académiques traditionnels. Selon eux, refuser d'accorder une légitimité à ces ressources reviendrait à ignorer les mutations profondes de la circulation des connaissances. Leur discours s'inscrit dans la lignée de Lebrun (2022), qui considère que l'université, pour rester crédible, doit intégrer les savoirs numériques dans ses pratiques pédagogiques et reconnaître leur rôle croissant dans la construction des connaissances.

Ces résultats mettent donc en lumière une fracture à la fois générationnelle et institutionnelle. Les enseignants, attachés aux critères traditionnels – validation par les pairs, institutionnalisation, rigueur méthodologique et respect de l'éthique – continuent de les défendre comme garants de la fiabilité scientifique. Les étudiants, en revanche, tendent à relativiser ces critères, leur opposant des valeurs d'accessibilité, de rapidité et de participation caractéristiques de la culture numérique. Comme le souligne Foucault (1971 : 27), « chaque société a son régime de vérité, ses types de discours qu'elle accepte et fait fonctionner comme vrais ». L'espace numérique contribue précisément à redistribuer ces régimes en donnant voix à de nouveaux acteurs et en contestant les hiérarchies établies.

Ainsi, la tension entre légitimité académique et savoirs numériques n'appelle pas une opposition frontale mais une articulation critique. Maintenir fermement les critères classiques risquerait d'accentuer la fracture entre institutions et nouvelles générations, tandis que les abandonner fragiliserait la crédibilité scientifique. La voie la plus pertinente réside dans un compromis : renforcer la validation académique et la rigueur méthodologique, tout en reconnaissant la valeur de l'innovation et de la participation collaborative. Comme le suggère Latour (2005 : 54), les savoirs doivent être envisagés comme le résultat de réseaux hybrides où humains et technologies co-construisent de nouvelles formes de légitimité.

### **1.2 Impact de la coexistence entre espace académique et espace numérique sur la légitimité des savoirs**

Évaluer l'impact de la coexistence entre l'espace académique et l'espace numérique sur la légitimité des savoirs revient à examiner les mutations profondes des modes de production et de validation des connaissances. L'espace académique, historiquement reconnu comme le cadre de référence par excellence, s'appuie sur la rigueur méthodologique, la validation par les pairs et l'institutionnalisation pour garantir la fiabilité du savoir. Comme le souligne Bourdieu (1984 : 113), le champ académique tire sa légitimité de règles de production et de validation qui distinguent la science des simples opinions. Une publication dans une revue scientifique indexée est ainsi perçue comme légitime car elle est soumise à une évaluation critique par des experts. Cependant, cet espace souffre parfois de lenteurs, de barrières d'accès – notamment financières dans le cas des revues payantes – et d'un certain élitisme. Comme le rappelle Guédon (2014 : 47), « l'accès restreint

aux résultats scientifiques entretient une hiérarchie excluante entre ceux qui savent et ceux qui n'ont pas les moyens de savoir ».

En parallèle, l'espace numérique offre une diffusion rapide et accessible des savoirs à travers les blogs, forums, plateformes collaboratives, MOOCs ou encore contenus générés par intelligence artificielle. Jenkins (2009 : 34) parle à ce propos de « culture participative », où chacun peut devenir producteur de savoirs. Un étudiant de FLE, par exemple, peut aujourd'hui consulter un tutoriel sur YouTube ou participer à un forum international, accédant à une diversité de perspectives autrefois réservées à un cadre académique restreint. Ce mode d'accès démocratise le savoir et permet d'inclure des voix issues de praticiens ou de communautés locales. Toutefois, il soulève des questions de fiabilité. Shirky (2008 : 106) insiste sur le fait que « l'autorité émerge désormais de la participation plutôt que de l'institution », mais cette ouverture entraîne le risque de relativisme, où la valeur scientifique d'une information peut être difficile à évaluer.

La coexistence entre ces deux espaces transforme donc profondément la perception du savoir. D'un côté, l'académie demeure garante de la rigueur scientifique et de la continuité institutionnelle, comme le note Merton (1973 : 276), pour qui la science repose sur le scepticisme organisé et la validation collective. De l'autre, le numérique introduit des logiques d'instantanéité et de collaboration qui élargissent la définition même de la légitimité. Perriault et Saemmer (2022 : 19) affirment ainsi que « le numérique n'abolit pas la légitimité académique, il en redéfinit les contours en l'ouvrant à de nouvelles formes de circulation et de participation ». Des dispositifs hybrides, tels que les MOOCs proposés par Harvard ou la Sorbonne, combinent autorité académique et accessibilité numérique, brouillant les frontières traditionnelles.

En définitive, l'impact de cette coexistence ne doit pas être perçu comme un affrontement mais comme une reconfiguration de l'autorité cognitive (Rowe, 2023 : 88). L'espace académique peut intégrer les dynamiques du numérique pour moderniser ses pratiques pédagogiques, tandis que l'espace numérique peut s'inspirer des critères académiques afin de renforcer sa crédibilité. Latour (2005 : 54) rappelle que le savoir est toujours le résultat de « réseaux hybrides », où humains et technologies co-construisent la légitimité. C'est dans cette hybridation que se joue l'avenir de la légitimité des savoirs.

## **La tension entre légitimité académique et savoirs construits dans l'espace numérique**

---

La discussion des résultats met en évidence une tension générationnelle et institutionnelle entre les étudiants et les enseignants concernant la légitimité des savoirs. D'un côté, la majorité des enseignants (75 %) réaffirme la primauté du savoir académique, en insistant sur la validation par les pairs et la rigueur méthodologique comme garanties incontournables de crédibilité. Leur position rejoint les analyses de Merton (1973 : 276), pour qui la science repose sur le scepticisme organisé et la validation collective. Ils rappellent également le rôle de l'université comme garante d'une « écologie de la connaissance », alignée avec l'idée de Bourdieu (1984 : 113) selon laquelle le champ académique fixe les règles de production et de reconnaissance du savoir. Ce discours traduit une volonté de protéger les étudiants contre la prolifération des contenus non vérifiés et de maintenir un haut niveau d'exigence scientifique.

En revanche, les étudiants interrogés expriment une vision plus nuancée et critique. Si une majorité (62 %) continue de privilégier les savoirs académiques pour leur fiabilité, un groupe significatif (28 %) plaide pour un modèle hybride où les savoirs numériques complètent les savoirs institutionnels. Cette position illustre bien l'idée défendue par Perriault et Saemmer (2022 : 19), selon laquelle le numérique ne supprime pas la légitimité académique mais contribue à la redéfinir en l'ouvrant à de nouvelles formes de circulation. Les étudiants soulignent en effet la richesse et l'accessibilité des contenus en ligne, qui compensent la lenteur des processus académiques.

Plus encore, une minorité de 10 % des étudiants affirme la supériorité du numérique, qu'ils perçoivent comme plus inclusif et démocratique. Ce point de vue fait écho à Caron (2020 : 145), qui décrit l'émergence d'une « autorité distribuée », où la légitimité n'est plus le monopole des institutions académiques mais le résultat d'une participation collective. Cependant, cette perspective pose le problème du relativisme : si chaque voix en ligne est considérée comme légitime, comment distinguer le savoir fondé scientifiquement des simples opinions ? C'est la critique formulée par Bourdeloie (2021 : 77), qui avertit que la multiplication des canaux d'expression brouille la frontière entre information et savoir.

Cette divergence de perceptions révèle une fracture générationnelle : les enseignants restent attachés aux critères classiques (rigueur méthodologique, validation institutionnelle, éthique de la recherche), tandis que les étudiants, immergés dans la culture numérique, relativisent ces critères en valorisant

davantage la rapidité, l'accessibilité et la participation. Comme le résume Jenkins (2009 : 34), la culture participative numérique remet en cause les hiérarchies établies et ouvre la production du savoir à des communautés plus larges.

En définitive, la discussion met en lumière une reconfiguration de l'autorité cognitive (Rowe, 2023 : 88). Plutôt que d'opposer espace académique et espace numérique, il semble nécessaire de penser une articulation entre les deux. Les enseignants pourraient intégrer les ressources numériques dans leurs pratiques pédagogiques tout en y appliquant les critères académiques de rigueur et de fiabilité. À l'inverse, les étudiants gagneraient à reconnaître la valeur de la validation scientifique comme garde-fou contre la désinformation. Comme le rappelle Latour (2005 : 54), le savoir est toujours le produit de réseaux hybrides où humains, institutions et technologies co-construisent de nouvelles formes de légitimité.

### **1.3 Enjeux épistémologiques et pédagogiques d'une possible articulation entre ces deux univers de production du savoir.**

La coexistence croissante de l'espace académique et de l'espace numérique dans la production et la diffusion des savoirs soulève des enjeux complexes qui dépassent la simple complémentarité. Elle appelle une réflexion épistémologique sur la nature même de la légitimité scientifique et met en évidence des défis pédagogiques liés à la manière de former les étudiants dans un environnement marqué par l'hybridation des sources et des pratiques. Le modèle académique repose traditionnellement sur des critères institutionnalisés tels que la validation par les pairs, la rigueur méthodologique et l'institutionnalisation éditoriale, autant de repères qui confèrent au savoir stabilité et crédibilité (Bourdieu, 1984). Or, l'émergence du numérique introduit d'autres logiques de reconnaissance, fondées sur la rapidité de diffusion, la multiplicité des voix et l'intelligence collective (Lévy, 1997). Cette hybridation remet en cause le monopole académique et soulève la question de savoir si l'autorité scientifique doit rester concentrée dans les institutions ou être élargie à des dynamiques participatives en ligne.

Les résultats de l'enquête menée auprès de 82 étudiants et 16 enseignants de FLE dans quatre universités publiques de l'Ouest du Kenya reflètent cette tension. Une majorité d'étudiants (62 %) privilégie encore les savoirs académiques, invoquant leur rigueur scientifique et la solidité institutionnelle qui les encadrent. Cependant, 28 % adoptent une position

intermédiaire en considérant que les savoirs numériques peuvent acquérir une légitimité comparable lorsqu'ils sont confrontés à des sources fiables, et 10 % estiment que le numérique possède une supériorité intrinsèque grâce à sa rapidité et à sa dimension collaborative. Ces résultats rejoignent l'idée de Rowe (2023) selon laquelle nous assistons aujourd'hui à une « reconfiguration de l'autorité cognitive », où le savoir circule entre plusieurs régimes de légitimité. Les enseignants, quant à eux, demeurent attachés au modèle classique : 75 % défendent la supériorité du savoir institutionnalisé, mais 25 % reconnaissent néanmoins la valeur croissante de certaines ressources numériques comme les MOOCs, les bases de données en ligne ou les revues indexées.

Cette divergence de positions met en lumière des enjeux pédagogiques déterminants. Alors que 68 % des enseignants considèrent la validation par les pairs comme un critère incontournable, seuls 42 % des étudiants y adhèrent pleinement, jugeant ce processus trop lent et parfois fermé à l'innovation. De la même manière, si 81 % des enseignants affirment que la rigueur méthodologique et la traçabilité des sources sont non négociables, 41 % des étudiants défendent une vision plus souple, estimant que la spontanéité et la diversité offertes par le numérique peuvent enrichir la réflexion même en dehors d'un cadre strict. Ces différences traduisent une fracture générationnelle : pour les enseignants, la légitimité du savoir doit être protégée par des cadres méthodologiques robustes, alors que pour une partie des étudiants, elle peut également résider dans la rapidité, l'accessibilité et la participation collective.

De ces résultats émerge une conclusion importante : ni le rejet total du numérique ni le maintien rigide des critères académiques traditionnels ne permettent de répondre pleinement aux attentes des acteurs. L'articulation des deux espaces apparaît donc comme une nécessité. Elle suppose de préserver les exigences académiques qui garantissent la fiabilité scientifique, tout en intégrant les ressources numériques comme leviers pédagogiques et sources de participation élargie. Ce compromis permet non seulement de maintenir la rigueur scientifique, mais aussi de reconnaître la valeur de l'innovation et des nouvelles pratiques collaboratives qui façonnent l'apprentissage des étudiants.

Cette réflexion ouvre également des perspectives sur la transformation des pratiques pédagogiques. Les enseignants sont désormais confrontés à la nécessité de concevoir des stratégies d'enseignement capables d'intégrer les

savoirs numériques sans compromettre la rigueur académique. Cela implique, par exemple, de former les étudiants à évaluer la qualité et la fiabilité des informations circulant dans l'espace numérique, de développer leur esprit critique face aux contenus collaboratifs et de les sensibiliser aux enjeux éthiques liés à la production et à la diffusion du savoir. L'inclusion de ces compétences dans les programmes de formation s'avère essentielle pour préparer les étudiants à évoluer dans un environnement où les sources de connaissance sont multiples et parfois conflictuelles.

Par ailleurs, l'articulation entre espace académique et espace numérique appelle à repenser les méthodes d'évaluation. La reconnaissance de contributions issues du numérique pourrait se traduire par des travaux pratiques, des projets collaboratifs ou des portfolios numériques qui valorisent l'innovation et la participation, tout en restant encadrés par des critères de qualité et de validation scientifique. Une telle approche contribue à réduire la fracture entre savoir institutionnel et savoir participatif et permet de créer un continuum pédagogique où chaque espace nourrit l'autre.

Sur le plan épistémologique, cette cohabitation questionne la définition même du savoir légitime. Comme le souligne Castells (2001), l'ère numérique tend à transformer le savoir en un « bien commun » dont la valeur réside dans l'accessibilité et la circulation rapide. Toutefois, cette circulation massive ne peut se substituer à la fiabilité scientifique. La tension identifiée dans cette étude reflète donc une dynamique de négociation entre stabilité et innovation, entre contrôle institutionnel et ouverture participative. En ce sens, l'université joue un rôle central dans la médiation de ces espaces : elle doit à la fois protéger la rigueur académique et favoriser l'appropriation critique des savoirs numériques.

Enfin, la dimension prospective de cette articulation est à souligner. Les technologies numériques évoluent rapidement et l'introduction de nouvelles plateformes, outils collaboratifs ou systèmes d'intelligence artificielle dans l'enseignement modifiera encore les régimes de légitimité. Les universités qui sauront anticiper ces transformations pourront non seulement maintenir leur crédibilité scientifique, mais aussi enrichir la production et la diffusion des savoirs par une plus grande inclusion et une meilleure adaptabilité aux besoins des étudiants. En ce sens, la tension entre légitimité académique et savoirs numériques devient une opportunité stratégique, offrant la possibilité de construire des environnements d'apprentissage hybrides, réflexifs et innovants, capables de former des acteurs intellectuellement autonomes et

socialement responsables. Comme le confirment Foucault (1971) et Latour (2005), le savoir contemporain se construit désormais dans des réseaux hybrides où institutions et technologies co-produisent la légitimité.

## **2.0 Conclusion**

En définitive, l'étude révèle que la confrontation entre légitimité académique et savoirs numériques ne se réduit pas à un conflit de valeurs mais constitue une opportunité de redéfinition du savoir dans un contexte en mutation. Si les enseignants demeurent attachés aux critères traditionnels de rigueur, de validation et d'institutionnalisation, les étudiants, de leur côté, expriment une ouverture plus marquée vers la participation collective, l'accessibilité et l'actualité propres au numérique. Cette divergence illustre une reconfiguration de l'autorité cognitive qui appelle à dépasser la logique de l'exclusion pour envisager une articulation critique entre les deux espaces. Les universités ont dès lors la responsabilité d'intégrer les ressources numériques dans leurs pratiques pédagogiques, tout en conservant l'exigence scientifique qui fonde leur mission. Ce compromis apparaît comme la voie la plus féconde pour assurer la crédibilité des savoirs et leur adaptation aux besoins d'une génération immergée dans la culture numérique.

## **3.0 Recommandations et ouverture de l'étude**

À la lumière de cette étude, plusieurs recommandations peuvent être formulées afin de répondre à la tension persistante entre légitimité académique et savoirs numériques. Tout d'abord, il serait essentiel que les institutions universitaires développent des formations spécifiques visant à renforcer la capacité des étudiants à évaluer la fiabilité des sources en ligne. Une telle démarche contribuerait non seulement à limiter les risques de désinformation, mais également à promouvoir une compréhension critique et nuancée des savoirs issus de l'espace numérique. Il est également recommandé que les enseignants intègrent de manière réfléchie les outils numériques dans leurs pratiques pédagogiques, non pas pour remplacer les critères traditionnels de validation académique, mais pour enrichir l'expérience d'apprentissage et favoriser l'innovation.

Par ailleurs, l'ouverture de cette recherche suggère que l'université pourrait envisager des collaborations avec des plateformes numériques de qualité, telles que les bases de données indexées ou les MOOCs, afin de reconnaître

la valeur des savoirs numériques tout en maintenant la rigueur méthodologique. Cela ouvre la voie à une redéfinition de la légitimité scientifique, fondée sur une articulation harmonieuse entre validation institutionnelle et participation collaborative.

Enfin, sur le plan théorique et méthodologique, il serait pertinent d'encourager de nouvelles recherches explorant l'impact des technologies émergentes sur la production et la diffusion des savoirs dans différents domaines académiques. Une telle perspective permettrait non seulement d'enrichir la compréhension des dynamiques entre espaces académiques et numériques, mais aussi de proposer des modèles éducatifs capables de conjuguer innovation et fiabilité scientifique.

Ainsi, cette articulation entre recommandations pratiques et ouverture théorique montre qu'il est possible de concilier rigueur académique et potentiel inclusif des savoirs numériques, tout en anticipant les transformations futures des pratiques éducatives et de la production du savoir.

### **Bibliographie**

Bouchardon, S. (2021). *La légitimité du savoir à l'ère numérique*. Paris : Presses Universitaires de France.

Bourdieu, P. (1984). *Homo Academicus*. Paris: Les Éditions de Minuit.

Bourdelloie, J. (2021). *Numérique et autorité scientifique*. Lyon, France : ENS Éditions.

Cardon, D. (2019). *La démocratie Internet: Promesses et limites*. Paris: Seuil.

Castells, M. (2001). *The Internet Galaxy: Reflections on the Internet, Business, and Society*. Oxford, UK: Oxford University Press.

Flichy, P. (2021). *L'internet et la construction des savoirs*. Paris: CNRS Éditions.

Foucault, M. (1971). *L'ordre du discours*. Paris: Gallimard.

Guédon, J. C. (2014). *Open Access and the future of scholarly publishing*. Montréal: Université de Montréal Press.

Jenkins, H. (2009). *Convergence Culture: Where Old and New Media Collide*. New York: New York University Press.

Jenkins, H. (2020). *Participatory Media in the Digital Age*. Cambridge: MIT Press.

Latour, B. (2005). *Reassembling the Social: An Introduction to Actor-Network-Theory*. Oxford: Oxford University Press.

- Lebrun, M. (2022). *Pédagogie et numérique: Enjeux et perspectives*. Paris: ESF Éditeur.
- Lévy, P. (1997). *L'intelligence collective: Pour une anthropologie du cyberspace*. Paris: La Découverte.
- Merton, R. K. (1973). *The Sociology of Science: Theoretical and Empirical Investigations*. Chicago: University of Chicago Press.
- Perriault, P., & Saemmer, A. (2022). *Redéfinir la légitimité académique à l'ère numérique*. Lyon: ENS Éditions.
- Mouffoki, N. (2024). Reconsidérer l'enseignement du FLE avec les outils technologiques. *Akofena*, 2(11), 451–456.  
<https://doi.org/10.48734/akofena.n011v2.36.2024>
- Mouffoki, N. (2024). Exploration sémantique du numérique et regards sur la variation linguistique (1<sup>re</sup> éd., 80 p.). دار بصمة علمية.
- Poynder, R. (2022). *Digital Transformation in Academia: Challenges and Opportunities*. London: Routledge.
- Rowe, D. (2023). *Reconfiguring Cognitive Authority in Digital Contexts*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Shirky, C. (2008). *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations*. New York: Penguin Press.
- Soltani, E. M. (2025). Regards croisés sur l'intégration des littératies numériques et de l'intelligence artificielle dans l'enseignement des langues à l'université : Entretien avec Ouadia ACI, Professeure des universités en sociodidactique. *Contextes Didactiques, Linguistiques et Culturels*, 3(1), 391-407. Disponible sur : <https://asjp.cerist.dz/en/article/257878>
- Soltani, E. M., Aboulwafa, A., & Timesguida, N. (2020), «L'usage du smartphone dans l'apprentissage de FLE dans le contexte universitaire : cas des étudiants algériens et tunisiens». *Revue ADHKIRA الذائكة*, 8(2), pp.246–261. <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/115573>.
- Soltani, E. M. (2020). L'enseignement à distance et l'évaluation des apprenants universitaires à l'ère du confinement: cas de la faculté de droit et des sciences politiques, université de khemis Miliana, Algérie. *Revue Marocaine de l'évaluation et de la Recherche en Education*. N
- Sütl, C. (2022). *L'espace numérique et l'autorité académique*. Paris: L'Harmattan.
- Turkle, S. (2011). *Alone Together: Why We Expect More from Technology and Less from Each Other*. New York: Basic Books.